

# **Règlement de consultation**

## **Concernant**

 **L'appel d'offres ouvert sur offres de prix**  
**N° 33/RFM/2017**

**relatif à :**

**Frais d'animations culturelles  
afférents à la participation de la  
Région Fès-Meknès a la 10<sup>ème</sup> édition  
du salon du cheval d'El Jadida  
Octobre 2017**

**Etabli conformément aux dispositions de l'article 18 du décret N°2-12-349  
du 08 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.**

## **ARTICLE 1**    **Objet du règlement de consultation**

---

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

FRAIS D'ANIMATIONS CULTURELLES AFFERENTS A LA PARTICIPATION DE LA REGION FES-MEKNES A LA 10<sup>ème</sup> EDITION DU SALON DU CHEVAL D'EL JADIDA ,OCTOBRE 2017.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement de consultation ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité.

## **ARTICLE 2**    **Liste des pièces à fournir par les concurrents**

---

Les pièces à fournir par les concurrents justifiant leurs capacités et leurs qualités sont celles prévues par l'article 25 décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics à savoir :

### **-A/Dossier Administratif:**

#### **A-1/Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

1- La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés à l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics ;

2- Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ;

3- Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévu à l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

#### **A-2/Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées aux articles 25 et 40 du décret n° 2.12.349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics**

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 24 hija 1434 (30 octobre 2013). Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - \* Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - \* Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
    - \* L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de

l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

**B/ Un dossier technique comprenant :**

1/ Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé

2/ Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les dites prestations.

Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

**C/ l'offre technique:**

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations objet de l'appel d'offres, ce dossier doit comporter un document de présentation global remis en format papier ou sur format électronique CD ou Clé et portant sur les points suivants :

1/**La méthodologie de travail** : définissant les différentes étapes de réalisation, ainsi que le planning global de conception.

2/**Une présentation** sur la richesse de la culture du cheval dans de la région Fès -Meknès - 5 minutes-.

3/**La présentation d'équipe** dédiée à la réalisation des prestations objet du présent appel d'offre avec CV.

#### 4/ Expérience générale

Les références dans le domaine des expositions dans le cadre des salons nationaux et internationaux , cinq références minimum, avec un montant plus de 250.000.00DHS.

#### D/ Un dossier additif :

Le dossier additif comprend le CPS et le règlement de consultation.

### **ARTICLE 3 Composition du dossier d'appel d'offres**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres en arabe ;
- Copie de l'avis d'appel d'offres en français ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix –Détail estimatif;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

### **ARTICLE 4 Présentation des dossiers des concurrents**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics , Le dossier a présenté par chaque concurrent doit être mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent.
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- Le numéro du Registre de commerce et l' Email.
- L'avertissement que « le plis ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

1 - la première enveloppe contient le dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de la consultation paraphés et signés par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet .Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention «Dossier administratif et technique» ;

2 - La deuxième enveloppe contient l'offre financière composée de l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du présent marché et le bordereau des prix et le détail estimatif conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention «offre financière».

3 -La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et portée de façon apparente la mention "offre technique".

Les trois enveloppes citées ci-dessus doivent porter aussi de manière apparente :

- \* Le nom et l'adresse du concurrent.
- \* L'objet du marché.
- \* La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 5 Monnaie spécifique des offres**

---

La monnaie dans laquelle les prix des offres doivent être formulées et exprimées est le dirham Marocain.

#### **ARTICLE 6 Langue spécifique des pièces de l'appel d'offres**

---

La langue dans laquelle doit être établie les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents est la langue arabe et française.

#### **ARTICLE 7 Examen des offres et secret de délibération**

---

La séance d'ouverture des plis des concurrents est publique.

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet, conformément à l'article 35 du décret n° 02-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance. Il en est de même pour toute personne, fonctionnaire, expert ou technicien, appelée à participer aux travaux de ladite commission.

#### **ARTICLE 8 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents**

---

La commission apprécie les capacités financières et techniques des concurrents au vu des éléments contenus dans leurs dossiers administratif et technique ainsi que de leur offre financière.

#### **ARTICLE 9 Critères d'évaluation des offres.**

---

L'examen et le jugement des offres seront effectués conformément aux stipulations des articles 36 et 40 du décret n° 02-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Enfin, la commission proposera l'attribution du marché au concurrent dont l'offre financière est la moins disante parmi les concurrents retenus.

#### **ARTICLE 10 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale**

---

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n° 2.12.349, lorsque des entreprises étrangères soumissionnent au présent appel d'offres, une préférence est accordée aux offres présentées par les entreprises nationales.

Les montants des offres présentées par les entreprises étrangères seront majorés d'un pourcentage de quinze pour cent (15%).

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent audit marché, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 29 du décret précité, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

#### **ARTICLE 11 : Résultat définitif de l'appel d'offres**

---

Les résultats d'examen des offres seront affichés dans les locaux du maître d'ouvrage au siège de la Région Fès-Meknès, et publiés le cas échéant, dans le portail électronique ayant servi à la publication de l'avis d'appel d'offres dans les vingt-quatre heures suivant l'achèvement des travaux de la commission, pendant une période de cinq (05) jours francs au moins. Ces résultats sont également publiés au portail des marchés de l'Etat prévu à l'article 55 du décret 2.12.349 du 08 Joumada I, 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Le maître d'ouvrage informe le soumissionnaire retenu de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception et le cas échéant, par fax confirmé, par voie électronique ou par tout autre moyen approprié. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours francs à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les soumissionnaires éliminés du rejet de leurs offres, en leur communiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée, le cas échéant, du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents resteront conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans minimum.

Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou s'il n'a pas été donné suite à l'appel d'offres.

**Concurrent**

**Maître d'ouvrage**